

La Chambre en ligne

52e législature



du 22/03/2010 au 26/03/2010

92

Commissions

« Police et Renseignements »

RÉUNION COMMUNE DU COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE (CHAMBRE) ET DU COMMISSION CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS ET DE SÉCURITÉ (SÉNAT)

Présidents : M. François-Xavier de Donnea et M. Armand De Decker (S)

➤ **VENDREDI 19 MARS 2010**

1. Rapport d'activités et Rapport d'observatoire 2008 du Comité P - Examen des rapports, formulation de recommandations et éventuellement votes.

- Rapporteurs : Mme Christiane Vienne (Sénat) et M. Stefaan Van Hecke.
- Les membres du Comité P ont exposé les lignes de force du rapport annuel 2008 et les membres ont posé des questions.

2. Examen d'un rapport de synthèse déposé par le Comité P.

- Le président du Comité P a fait un exposé sur l'enquête menée par le Comité P.
- Des questions ont été posées et les membres du Comité P y ont répondu.

Groupe de travail "Fraude fiscale"

GROUPE DE TRAVAIL "FRAUDE FISCALE"

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **VENDREDI 19 MARS 2010**

Echange de vues avec le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur la problématique du secret bancaire.

(En présence du secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances).

- Après un débat de procédure, le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles et le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances ont répondu aux questions posées par Mme Arena et de MM. Brotcorne, de Donnea, De Potter, Gilkinet, Mathot, Terwingen, Van Biesen et Van der Maelen.



Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : M. David Lavaux

➤ **LUNDI 22 MARS 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

➤ **JEUDI 25 MARS 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

➤ **VENDREDI 26 MARS 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

Groupe de travail “Propositions résolution”

GROUPE DE TRAVAIL DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES CONCERNANT DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **LUNDI 22 MARS 2010**

Proposition de résolution (Karine Lalieux, Juliette Boulet, Ingrid Claes, Jean Cornil, Georges Dallemagne, Roel Deseyn, Wouter De Vriendt, Patrick Moriau, Dirk Van der Maelen, Stefaan Vercamer) relative à la situation en Colombie, n° 1701/1.

- Le groupe de travail a entamé la rédaction d'un texte commun, remplaçant l'ensemble du texte.

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

Proposition de résolution (Karine Lalieux, Juliette Boulet, Ingrid Claes, Jean Cornil, Georges Dallemagne, Roel Deseyn, Wouter De Vriendt, Patrick Moriau, Dirk Van der Maelen, Stefaan Vercamer) relative à la situation en Colombie, n° 1701/1.
(Continuation).

- Le groupe de travail a entamé la rédaction d'un texte commun, remplaçant l'ensemble du texte.

Prochaine réunion : mardi 20 avril 2010.



Groupe de travail "Responsabilité de l'Etat"

GROUPE DE TRAVAIL "RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT POUR LES ACTES DU LÉGISLATEUR"

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ LUNDI 22 MARS 2010

Audition de :

- Prof. Hendrik Vuye (FUNDP);
 - Prof. Sébastien Van Drooghenbroeck (FUSL).
- (Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke).

- Exposé introductif par les professeurs Vuye et Van Drooghenbroeck.
- Les professeurs ont répondu aux questions posées par M. Giet, Mme Nyssens et MM. Terwingen, Van Hecke et de Donnea.

Prochaine réunion : lundi 19 avril 2010.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ LUNDI 22 MARS 2010

Echange de vues avec le ministre pour l'Entreprise et la Simplification et le Commissaire général sur l'exposition universelle à Shanghai.

Questions jointes :

- Question de Mme Corinne De Permentier au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'inactivité du commissaire adjoint pour l'exposition universelle de Shanghai" (n° 20483).
- Question de Mme Muriel Gerkens au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'état de la situation en ce qui concerne le commissaire adjoint à l'exposition universelle de Shanghai"(n° 20746).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.
- Le Commissaire général pour l'exposition universelle à Shanghai et le ministre pour l'Entreprise et la Simplification ont répondu aux questions posées par MM. Flahaut et Laeremans.

➤ MARDI 23 MARS 2010

1. Interpellation (*) et questions jointes :

- Interpellation de Mme Muriel Gerkens au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la discrimination des consommateurs belges en matière de prix du livre" (n° 416).
- Question de Mme Valérie Déom au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la tabelle" (n° 20822).



- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.
- Une motion de recommandation a été introduite par Mme Gerkens.
- Une motion pure et simple a été introduite par Mme Van der Auwera.

2. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le rapport sur l'évolution des délais de paiement moyens" (n° 19848).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la manipulation des prix du gaz" (n° 20009).
- Question de M. Renaat Landuyt au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la manipulation des prix du gaz" (n° 20107).
- Question de M. Joseph George au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la décision du Conseil de la concurrence de ne pas ouvrir une enquête sur le fonctionnement du marché du gaz" (n° 20173).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "une nouvelle dynamique sur le marché des opérateurs de télécommunications" (n° 20258).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de Mme Katrin Jadin au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les arnaques aux annuaires internet" (n° 20270).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la déclaration de groupe dans le cadre de la diffusion de musique sur le lieu de travail" (n° 20410).
- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la nécessité d'une application plus équitable de l'accord sur la diffusion de musique sur le lieu de travail" (n° 20460).
- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la définition de 'cercle privé' en cas de diffusion de musique sur le lieu de travail" (n° 20467).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

7. Question de Mme Ilse Uyttersprot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'économie illégale dans la région bruxelloise" (n° 20411).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.



8. Question de M. Joseph George au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les normes IFRS pour PME" (n° 20448).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

9. Question de M. Joseph George au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la publication des comptes annuels" (n° 20450).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

10. Question de M. Joseph George au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'enquête structurelle des entreprises" (n° 20451).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

11. Question de Mme Cathy Plasman au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la limite de téléchargement" (n° 20525).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

12. Question de Mme Dalila Douifi au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le premier rapport annuel de l'observatoire des prix" (n° 20578).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

13. Question de Mme Katrin Jadin au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la fermeture de l'agence SABAM à Waimes" (n° 20678).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

14. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la redevance à payer à la SABAM par les organisateurs de quiz" (n° 20806).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

15. Question de Mme Valérie Déom au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'accord commercial international anticontrafaçon (ACTA)" (n° 20761).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'installation d'un dépôt d'explosifs sur le site de l'ancien dépôt militaire de Sugny" (n° 20814).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

1. Ordre des travaux (e.a. auditions de représentants de la DG ENERGIE (Commission européenne) sur les marchés libéralisés de l'énergie).

- L'ordre des travaux a été décidé.



2. Projet de loi et propositions de loi joints :

- Projet de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, n° 2468/1.
- Proposition de loi (Katrien Partyka, Mia De Schamphelaere, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercaemer, Joseph George) modifiant la législation sur le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire en ce qui concerne la publicité, n° 793/1 à 3.
- Proposition de loi (François-Xavier de Donnea, Kattrin Jadin, David Clarinval, Olivier Hamal) modifiant l'article 85 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, n° 328/1.
- Proposition de loi (Meyrem Almaci, Muriel Gerkens, Wouter De Vriendt, Zoé Genot) modifiant la législation relative aux crédits à la consommation, n° 1538/1.
- Proposition de loi (Hans Bonte) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en ce qui concerne le crédit permanent, n° 582/1.
- Proposition de loi (Hans Bonte) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation pour ce qui concerne la publicité personnalisée pour le crédit, n° 2146/1.
- Proposition de loi (Hans Bonte, Cathy Plasman) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en ce qui concerne les prêteurs et les intermédiaires de crédit autres que les établissements de crédit, n° 2403/1.
- Proposition de loi (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Alain Mathot) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, portant diverses mesures visant à lutter contre le "crédit facile", n° 1801/1.
- Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Alain Mathot) visant à fixer un délai de zéro tage pour les ouvertures de crédit, n° 1779/1.
- Proposition de loi (Alain Mathot, Colette Burgeon, Karine Lalieux) rétablissant l'article 61 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et concernant les taux annuels effectifs globaux, n° 1940/1.
- Proposition de loi (André Frédéric, Karine Lalieux, Yvan Mayeur, Colette Burgeon) modifiant la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers afin de mesurer l'endettement réel des consommateurs, n° 1847/1.
- Proposition de loi (Linda Musin, Karine Lalieux, Colette Burgeon) complétant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en vue de renforcer le contrôle des prêteurs et des intermédiaires de crédit, n° 860/1.
- Proposition de résolution (Brigitte Wiaux, David Lavaux, Marie-Martine Schyns, Isabelle Tasiaux-De Neys,) visant à instaurer un formulaire standardisé pour les demandes de crédit afin de lutter contre le risque de défaillance des emprunteurs, n° 1986/1 à 4.
- Proposition de loi (Josy Arens) visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement, n° 1726/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Katrien Partyka).

- Les différentes propositions de loi jointes ont été présentées par MM. de Donnea, Bonte, Blanchart, Jadot et Arens et par Mmes Partyka et Wiaux.
- La commission a décidé de solliciter l'avis écrit de représentants du secteur.

Prochaine réunion : mardi 30 mars 2010.



Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

1. Proposition de résolution (Camille Dieu, Marie Arena, Philippe Blanchart, Guy Milcamps) visant à inscrire la question du salaire minimum européen à l'agenda de la présidence belge de l'Union européenne en 2010, n° 2199/1. (Continuation et votes). (Rapporteur : Mme Maggie De Block).

- La discussion a été poursuivie concernant la formulation de certains points du texte.
- Le texte tel que modifié a ensuite été approuvé à l'unanimité.

2. Proposition de loi (Hans Bonte, Meryame Kitir) modifiant la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi, en vue d'instaurer l'obligation de répondre aux postulants, n° 339/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Hilâl Yalçın).

- La discussion générale a eu lieu.
- Ont pris la parole : MM. Vercamer, Bonte, Gilkinet et Mayeur et Mmes Dieu, De Block, Lecomte et Tasiaux.
- Le représentant de la ministre a également transmis l'avis de celle-ci.
- Les membres de la commission ont décidé de demander l'avis des partenaires sociaux sur le texte et en particulier sur la possibilité d'introduire une obligation pour les employeurs de répondre aux offres d'emploi publiées.

3. Proposition de loi (Luc Goutry, Sonja Becq, Stefaan Vercamer, Nathalie Muylle, Sarah Smeyers, Ingrid Claes, Hilâl Yalçın) modifiant, en ce qui concerne l'extension du congé, l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, n° 938/1.

- Rapporteur : Mme Meryame Kitir.
- M. Koen Bultinck a demandé à ce qu'on joigne la proposition modifiant la réglementation relative au droit au congé parental, au congé pour soins palliatifs et au congé d'assistance (DOC 52 441/001) à la proposition n°938.
- Les auteurs ont exposé leurs propositions.
- La discussion générale a été entamée. Y ont pris part : MM. Bonte, Gilkinet, Goutry, Bultinck et Mayeur et Mmes De Block, Dieu et Lecomte. Le représentant de la ministre a également transmis l'avis de celle-ci.

4. Activation du comportement de recherche d'emploi des chômeurs.

- Audition des représentants de la FGTB, du CSC et du CGSLB;
- Echange de vues.



5. Activation du comportement de recherche d'emploi des chômeurs.
- Exposé de la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur les décisions du conseil des ministres au cours du conclave budgétaire.
 - Echange de vues.
- Les organisations syndicales et la ministre ont fait un exposé.
- Un échange de vues a eu lieu.

Prochaine réunion : mardi 30 mars 2010.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Sonja Becq

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

1. Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la désignation de magistrats admis à la retraite en tant que magistrats suppléants - Amendé par le Sénat, n° 270/005.

- Rapporteur : M. Olivier Hamal.
- La commission propose d'apporter des corrections légistiques techniques.
- Le projet de loi, ainsi corrigé, est adopté par 10 voix contre une et une abstention.

2. Projet de loi modifiant la loi du 1er mars 2000 créant un Institut des juristes d'entreprise, n° 2467/1.

- Rapporteur : M. Eric Libert.
- Un amendement a été introduit par M. Verherstraeten.
- L'amendement n° 1 a été adopté.
- Le projet de loi, ainsi modifié, a été adopté par 11 voix et une abstention.

3. Avis de subsidiarité sur une proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et l'Australie sur le traitement et le transfert de données des dossiers passagers (données PNR) provenant de l'Union européenne par les transporteurs aériens au service des douanes australien COM(2009)0701. (Continuation). (Rapporteur : M. Renaat Landuyt).

- La commission a pris acte des notes distribuées en réponse aux points de discussion.
- Les propositions de conclusion ne donnent pas lieu à des observations.

4. Avis de subsidiarité sur une proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique sur le traitement et le transfert de données des dossiers passagers (données PNR) par les transporteurs aériens au ministère américain de la sécurité intérieure (DHS) (accord PNR 2007) COM(2009)0702. (Continuation). (Rapporteur : M. Renaat Landuyt).



- La commission a pris acte des notes distribués en réponse aux points de discussion.
- Les propositions de conclusion ne donnent pas lieu à des observations.

5. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “l’organisation par le Selor d’un examen de niveau C pour l’ensemble des SPF” (n° 20205).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de Mme Zoé Genot au ministre de la Justice sur “le service des Tutelles et mineurs non accompagnés (MENA) demandeurs et non demandeurs” (n° 20222).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Justice sur “une thérapie pour délinquants sexuels” (n° 20304).
- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “une thérapie pour délinquants sexuels” (n° 20557).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la fixation de la date du procès lors de l’établissement d’un procès-verbal” (n° 20316).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l’appel du président de la Chambre” (n° 20321).
- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “l’appel du président de la Chambre concernant le blocage des projets de réforme pour la justice” (n° 20393).
- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l’appel du Conseil supérieur de la Justice” (n° 20857).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “l’état des lieux en matière de réforme de la justice” (n° 20857).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la circulaire concernant la réglementation sur les armes” (n° 20367).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur “les mineurs étrangers non accompagnés” (n° 20377).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur “le transfèrement des détenus” (n° 20379).



- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “l’analyse des risques d’évasion lors du transfert de détenus de la prison au palais de justice” (n° 20760).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur “le registre national comme intermédiaire entre l’Office des étrangers et la justice” (n° 20380).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “l’analyse statistique des délits pour lesquels il est recouru dans le plupart des cas aux règlements transactionnels” (n° 20383).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “le traitement judiciaire de l’excision” (n° 20385).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l’état d’avancement de l’enquête sur le meurtre de l’exploitant d’un commerce de carpes koi connu dans le milieu de la drogue” (n° 20391).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Questions jointes :

Question de M. Christian Brotcorne au ministre de la Justice sur “les huissiers audienciers” (n° 20421).

Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la circulaire 154” (n° 20632).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Question de Mme Katrien Partyka au ministre de la Justice sur “la recherche des véhicules non assurés” (n° 20427).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Question de M. Kristof Waterschoot au ministre de la Justice sur “les conséquences juridiques du paiement de rançons aux pirates” (n° 20482).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “les systèmes de détection et de brouillage des GSM dans les prisons” (n° 20487).

- Le ministre de la Justice a répondu.



21. Question de M. Luc Gustin au ministre de la Justice sur “l'évolution du projet de réforme visant à la fusion des arrondissements judiciaires de Huy et de Verviers” (n° 20492).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Justice sur “la détention d'armes et les poursuites menées par la Justice” (n° 20619).

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Justice sur “l'incident du dimanche 14 mars lors duquel un homme a tué son fils et un inspecteur de police” (n° 20749).

- Le ministre de la Justice a répondu.

23. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “le projet de déménagement des chambres du conseil du tribunal de première instance de Bruxelles” (n° 20556).

- Le ministre de la Justice a répondu.

24. Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “les soupçons de manipulation du cours de l'action de la BNB” (n° 20609).

- Le ministre de la Justice a répondu.

25. Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “l'assistance obligatoire d'un avocat lors de la première audition” (n° 20614).

- Le ministre de la Justice a répondu.

26. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “l'étude sur l'incarcération trop longue de jeunes délinquants” (n° 20625).

- Le ministre de la Justice a répondu.

27. Question de M. Guy Milcamps au ministre de la Justice sur “les fouilles systématiques dont font l'objet les détenus avant et après les visites” (n° 20636).

- Le ministre de la Justice a répondu.

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

1. Projet de loi modifiant le Code judiciaire, relatif au huis clos en matière familiale, n°s 2380/1 à 7. (Rapporteur : Mme Els De Rammelaere).

Amendements de Mme Lahaye-Battheu, M. Terwingen et consorts et M. Libert et consorts.
Deuxième lecture, art. 83 Rgt.

- M. Libert a déposé un amendement.

- Mme Van Cauter a exposé ses amendements n° 27 à 29.

- La commission a souscrit aux remarques purement légistiques du service juridique.

2. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “d'éventuelles initiatives légales relatives au problème des enfants nés sans vie” (n° 20455).



- Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le projet annoncé relatif à l'enregistrement des enfants nés sans vie" (n° 20918).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Els De Rammelaere au secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le rapt parental international" (n° 20699).

- Question de Mme Els De Rammelaere au secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le traitement de dossiers de rapt parental international" (n° 20700).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

5. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les enquêtes judiciaires à propos des intérêts notionnels" (n° 20546).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

6. Question de Mme Katrin Jadin au ministre de la Justice sur "les tournois de poker illégaux" (n° 20684).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 30 mars 2010.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

1. Proposition de résolution (David Clarinval, Katrin Jadin, Denis Ducarme, Daniel Bacquelaine, Jacqueline Galant, Jean-Jacques Flahaux, Olivier Hamal, Carine Lecomte) relative à l'attractivité de la médecine générale en particulier en zone rurale, n° 1546/1 à 3.

Amendements de Mme Gerkens et consorts, M. Goutry et consorts, M. Otlet et consorts, Mme Fonck et Mme Lambert et consorts.

(Continuation). (Rapporteur : M. Jacques Otlet).



- La discussion a été clôturée.
- Les amendements n°s 37 et 38 ont été adoptés.
- La proposition de résolution, ainsi amendé, est adopté à l'unanimité.

2. Proposition de loi (Maggie De Block, Katia della Faille de Leverghem) réglementant les techniques d'épilation au laser ou à la lumière pour des raisons purement esthétiques, n° 2024/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Catherine Fonck).

- Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.

3. Proposition de loi (Thierry Giet, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Yvan Mayeur) visant à encadrer et à réglementer la pratique de la chirurgie et de la médecine esthétique, n° 2145/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Katia della Faille de Leverghem).

- Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.

4. Proposition de loi (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Muriel Gerken, Meyrem Almaci) visant à interdire la vente des acides gras trans, n° 2113/1. (Continuation) (Rapporteur : Mme Lieve Van Daele)

- Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.

5. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Santé publique (art. 1 à 4 et 15 à 18), n° 2486/1.

- Rapporteur : M. Jean-Jacques Flahaux.

- Exposé introductif par la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale.

- La discussion a été entamée.

- Sept amendements ont été déposés par Mme Marie-Claire Lambert et consorts.

- Un huitième amendement a été déposé par M. Luc Goutry et consorts.

6. Question de M. Flor Van Noppen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le transport des équidés" (n° 20283).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le dossier médical" (n° 20334).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la consommation croissante d'antidépresseurs" (n° 20349).



- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "l'accueil d'enfants de Gaza" (n° 20298).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

10. Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la revalorisation du statut de médecin conseil" (n° 20500).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

11. Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la pédopsychiatrie" (n° 20501).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

12. Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le remboursement de la Mésalazine en cas de maladie inflammatoire chronique" (n° 20502).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

13. Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le site web dédié au aidants proches d'un patient dément" (n° 20531).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la consommation accrue de Rilatine" (n° 20532).

- Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la table ronde sur la consommation de médicaments" (n° 20735).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.



15. Question de Mme Françoise Colinia à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le Mobetron, appareil de radiothérapie mobile utilisé dans le traitement du cancer du sein" (n° 20657).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

16. Question de Mme Hilâl Yalçın à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'organisation de services de garde par les médecins généralistes" (n° 20668).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

17. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "certains aspects du Plan National Nutrition Santé" (n° 20688).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

18. Question de Mme Marie-Martine Schyns à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les moyens de contraception remboursés pour les moins de 21 ans" (n° 20698).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la boisson énergisante 'Cocaïne'" (n° 20708).

- Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "une boisson énergisante 'Cocaine' en vente en Belgique" (n° 20744).

- Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la vente de boissons énergisante ou simplement rafraîchissantes dont le nom ou la composition font référence à des substances prohibées" (n° 20797).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

20. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les encodages superflus dans le secteur des soins" (n° 20709).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.



21. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'augmentation exponentielle de la consommation de drogues dures chez les jeunes" (n° 20714).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

22. Question de M. François-Xavier de Donnea à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les démêlés de la ministre avec la ville de Bruxelles concernant la rénovation et l'entretien du Bois de la Cambre" (n° 20730).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

1. Le programme de réduction des pesticides et des biocides : état des lieux.

- Audition de M. Vincent Van Bol, coordinateur;
- Echange de vues.

- Rapporteur : mevrouw Katia della Faille de Leverghem.
- Un échange de vues a eu lieu.

2. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'absence d'objectivité scientifique au sein de l'Autorité européenne de sécurité des aliments" (n° 19570).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la pomme de terre génétiquement modifiée 'Amflora'" (n° 20179).
- Question de M. Philippe Blanchart à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'autorisation de culture de la pomme de terre transgénique 'Amflora' de BASF" (n° 20280).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

4. Question de M. Josy Arens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les conflits de compétence et la mission du laboratoire de l'AFSCA" (n° 20433).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.



5. Question de M. Philippe Blanchart à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'étude d'incidence de l'utilisation massive des désherbants" (n° 20444).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Flor Van Noppen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la proposition de l'AFSCA de faire vacciner le personnel employé dans certains commerces contre l'hépatite A" (n° 20661).

- Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la sécurité alimentaire et, notamment, la vaccination contre l'hépatite A du personnel employé dans les commerces" (n° 20775).

- Question de Mme Nathalie Muylle à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les plans de vaccination pour le personnel employé dans certains commerces" (n° 20891).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

7. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'hygiène dans les cuisines scolaires" (n° 20776).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

8. Question de M. Josy Arens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les dispositions prises par l'AFSCA relatives à la fièvre Q" (n° 20842).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Prochaine réunion : mardi 30 mars 2010.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

1. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "l'évolution des recettes de la Région de Bruxelles-Capitale" (n° 20004).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.



2. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "l'évolution des dépenses sociales en Belgique" (n° 20318).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le contrôle budgétaire" (n° 20848).

- Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le résultat du contrôle budgétaire" (n° 20858).

- Question de Mme Muriel Gerken au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "l'ajustement budgétaire" (n° 20859).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

Projet de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses, n°s 2408/1 à 5.

(Amendements renvoyés à la commission par la séance plénière du mercredi 24 mars 2010).

- M. Yvan Mayeur a été désigné comme rapporteur.

- Les amendements n°s 20 et 21 à l'article 22, ainsi que l'article 22, tel qu'il a été amendé, ont été successivement adoptés par 10 voix contre 5.

- L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été amendé, est adopté par le même vote.

Prochaine réunion : mercredi 31 mars 2010.

Groupe de travail "Professions cliniques"

GROUPE DE TRAVAIL EN VUE DE RÉGLEMENTER L'EXERCICE DE LA PSYCHOLOGIE CLINIQUE, LA SEXOLOGIE CLINIQUE, L'ORTHOPÉDAGOGIE CLINIQUE ET EN VUE DE RÉGLEMENTER LE TITRE PROFESSIONNEL PARTICULIER DE PSYCHOTHÉRAPEUTE

Président : M. Luc Goutry

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Yvan Mayeur, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Jean Cornil) modifiant, en ce qui concerne l'exercice des professions de la santé mentale, l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, n° 1126/1.

- Proposition de loi (Luc Goutry, Nathalie Muylle, Lieve Van Daele, Georges Dallemagne, Sonja Becq) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de la réglementation de l'exercice de la psychologie clinique, de la sexologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, n° 1357/1 et 2.

- Proposition de loi (Yolande Avontroodt, Katia della Faille de Leverghem, Hilde Vautmans) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en ce qui concerne l'exercice de la psychothérapie, n° 1604/1.



(Continuation). (Rapporteur : Mme Marie-Claire Lambert).
Poursuite de la discussion de la sexologie clinique.

- La discussion de la sexologie clinique a été poursuivie et clôturée.

Questions scientifiques et technologiques

COMITÉ D'AVIS POUR LES QUESTIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Président : Mme Yolande Avontroodt

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

Discussion d'un texte martyr de la présidente sur la pharmacogénomique et la médecine personnalisée. (Continuation).

- Ont fait des observations : MM. Goyvaerts, Verhaeghen et Clarinval et Mmes Wiaux et Avontroodt.

Sous-comm. "Sécurité nucléaire"

SOUS-COMMISSION DE LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

Président : Mme Katrien Partyka

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

Institut national des Radioéléments (IRE) : ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

1. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la simplification de la procédure d'inscription des nouveau-nés" (n° 20375).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

2. Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys à la ministre de l'Intérieur sur "le financement des zones excédentaires" (n° 20592).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.



3. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "l'aide médicale urgente" (n° 20649).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

4. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "les rapports d'intervention des pompiers" (n° 20650).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

5. Question de M. Luc Peetermans à la ministre de l'Intérieur sur "le vote automatisé" (n° 20712).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

6. Question de M. Mark Verhaegen à la ministre de l'Intérieur sur "une comparaison internationale annoncée des effectifs de la police" (n° 20718).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

7. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le personnel dans les services d'incendie" (n° 20737).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "le vote électronique" (n° 20778).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "l'octroi de jours de congé supplémentaires lors de l'arrestation de cambrioleurs" (n° 20788).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le contrôle budgétaire du printemps et les moyens alloués à la sécurité" (n° 20840).

- Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "la réforme des services d'urgence et la clé de répartition du budget fédéral" (n° 20850).

- Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "les fonds budgétaires dégagés en faveur de la police et des pompiers dans le cadre de l'ajustement budgétaire" (n° 20871).

- Question de M. Roland Defreyne à la ministre de l'Intérieur sur "le contrôle budgétaire" (n°20878).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "des appels alarme incendie" (n° 20897).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.



12. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la collaboration entre les services chargés de l'accueil (Fedasil) et l'Office des Étrangers" (n° 20040).

- Question de Mme Sofie Staelraeve au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le protocole de collaboration entre Fedasil et l'Office des Étrangers" (n° 20834).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

13. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'évaluation des procédures d'accueil des mineurs non accompagnés (MENA)" (n° 20041).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

14. Question de Mme Leen Dierick à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la possibilité pour les demandeurs d'asile d'obtenir un permis de travail et les conséquences pour la politique gouvernementale en matière d'asile" (n° 20200).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

15. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le droit de retour des étrangers" (n° 20221).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

16. Question de Mme Leen Dierick au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les familles en centres fermés" (n° 20251).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

17. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'impunité pour une personne en séjour illégal" (n° 20284).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

18. Question de Mme Leen Dierick au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la campagne de régularisation unique" (n° 20480).



- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

19. Question de M. Guy Milcamps au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les mesures à prendre afin de mettre fin aux astreintes journalières infligées à l'État belge dans le cadre de l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 20516).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

20. Question de M. Xavier Baeselen au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les moyens mis actuellement par la Belgique à disposition de Frontex" (n° 20695).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 31 mars 2010.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Ludwig Vandenhove

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

1. Questions jointes :

- Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au ministre de la Défense sur "le déménagement de l'unité du génie de Jambes à Amay" (n° 20547).

- Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au ministre de la Défense sur "la suppression des antennes médicales de la caserne de Jambes" (n° 20548).

- Le ministre de la Défense a répondu.

2. Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur "le rôle éducationnel du département de la Défense" (n° 20617).

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Question de Mme Ingrid Claes au ministre de la Défense sur "l'inspection du travail" (n° 20654).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Question de Mme Katrin Jadin au ministre de la Défense sur "la coopération militaire belgo-congolaise" (n° 20680).



- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur “le programme d'équipement B.E.S.T. de l'armée belge” (n° 20713).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Question de M. Guy Milcamps au ministre de la Défense sur “le stockage de matériel et d'équipements destinés à des missions civiles d'aide humanitaire” (n°s 20724 et 20808).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur “les accidents avec les nouveaux véhicules médianes” (n° 20795).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “le retrait de troupes de la MONUC” (n° 20845).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine réunion : lundi 29 mars 2010.

Droit de la famille

SOUS-COMMISSION “DROIT DE LA FAMILLE”

Président : Mme Clotilde Nyssens

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Muriel Gerken, Fouad Lahssaini, Stefaan Van Hecke, Juliette Boulet, Tinne Van der Straeten, Zoé Genot, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Wouter De Vriendt, Meyrem Almaci) modifiant les dispositions du Code civil relatives à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental, n° 318/1.

- Proposition de loi (Thierry Giet, André Frédéric, Yvan Mayeur) modifiant le Code civil et la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques afin d'accroître la publicité de la décision portant désignation d'un administrateur provisoire, n° 716/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter) modifiant la législation en ce qui concerne l'interdiction judiciaire et l'assistance d'un conseil judiciaire, n° 879/1.

- Proposition de loi (Luc Goutry, Sarah Smeyers, Thierry Giet, Marie-Christine Marghem, Sabien Lahaye-Battheu, Clotilde Nyssens) modifiant la législation relative aux statuts d'incapacité en vue d'instaurer un statut global, n°s 1356/1 et 2.

- Proposition de loi (Muriel Gerken, Stefaan Van Hecke) instaurant un régime global d'administration provisoire des biens et des personnes, n° 1792/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Olivier Hamal) modifiant le Code civil en vue de permettre aux déséquilibrés mentaux placés sous administration provisoire de tester moyennant l'autorisation du juge de paix, n°s 1880/1 et 2.



(Rapporteurs : Mme Valérie Déom et M. Raf Terwingen).

Audition avec des représentants de l'Union royale des juges de paix et de police :

- M. Bert Janssens, président de l'Union royale des juges de paix et de police;
- M. Vincent Bertouille, juge de paix à Forest;
- M. François-Joseph Warlet, juge de paix à Seneffe.

- Exposés par les invités.
- Echange de vues avec les membres.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Marie-Christine Marghem, Carina Van Cauter, Josy Arens) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle et la tentative de conciliation en cas de divorce, n°s 1511/1 à 8.

Amendements de Mmes Nyssens, Lahaye-Battheu et Marghem et de M. Terwingen.

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Sonja Becq, Mia De Schampheleere) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle en cas de divorce, n° 1716/1.

(Clôture). (Rapporteur : Mme Valérie Déom).

- La discussion est clôturée.
- Les textes seront renvoyés à la commission de la Justice.

3. Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.

Prochaine réunion : mercredi 21 avril 2010.

Concertation parlementaire

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker (S)

➤ JEUDI 25 MARS 2010

1. Projet de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, n° 52-2468/1. - Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 10 jours et le délai d'examen est fixé à 35 jours.

2. Projet de loi modifiant l'article 308, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992, n° 52-2475/1. - Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.



3. Projet de loi modifiant le Code civil afin de moderniser le fonctionnement des copropriétés et d'accroître la transparence de leur gestion, n° 4-1409/1-6. - Demande de prolongation du délai d'examen (application des articles 2, 2°, et 12, § 1er, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'examen est prolongé de 20 jours.

4. Suspension des délais (application de l'article 10, § 1er, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Les délais sont suspendus du 3 avril au 18 avril 2010.

5. Projet de loi complétant la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, en vue d'assurer davantage sa publicité, n° 4-509/1-6. Fixation du délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer (application des articles 2, 4°, et 12, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai dans lequel la Chambre doit se prononcer est fixé à 60 jours.

6. Projet de loi visant à rendre le volontariat accessible aux étrangers, n° 4-840/1-7. Fixation du délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer (application des articles 2, 4°, et 12, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai dans lequel la Chambre doit se prononcer est fixé à 60 jours.

Commission spéciale de suivi crise financière et bancaire

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION SPÉCIALE DE SUIVI CHARGÉE D'EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

Président : M. Joseph George

➤ **JEUDI 25 MARS 2010**

Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.

Demandes d'interpellation

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ **0426** **Défense nationale**

Interpellation de M. Dirk VAN DER MAELEN au ministre de la Défense sur « la décision de prolonger notre présence militaire en Afghanistan ».

➤ **0427** **Intérieur**

Interpellation de M. Dirk VAN DER MAELEN au premier ministre sur « la prolongation de notre présence militaire en Afghanistan ».

➤ **0428** **Relations extérieures**

Interpellation de M. Dirk VAN DER MAELEN au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur « la décision de prolonger notre présence militaire en Afghanistan ».

➤ **0429** **Défense nationale**

Interpellation de M. Bruno STEVENHEYDENS au ministre de la Défense sur « la prolongation jusqu'à la fin de 2011 de la participation belge aux opérations en Afghanistan ».

Idem n° 0426 M. Dirk VAN DER MAELEN

➤ **0430** **Intérieur**

Interpellation de M. Filip DE MAN au premier ministre sur « l'ampleur de la deuxième campagne unique de régularisation et la problématique de l'asile ».

Conseil des ministres du 25 mars 2010

CONFÉRENCE NATIONALE DES PENSIONS

Rapport intermédiaire et suite des travaux

Sur proposition de Mme Sabine Laruelle, ministre des PME et des Indépendants, et de M. Michel Daerden, ministre des Pensions, le Conseil des ministres a pris acte du Livre vert et de la suite des travaux à réaliser dans le cadre de la Conférence nationale des pensions.

Le Livre vert est le rapport intermédiaire qui a été établi par la task force, sur la base des travaux effectués par les différents groupes de travail chargés d'examiner :

- la pension légale et sa modernisation,
- les pensions complémentaires et l'épargne individuelle en vue de la retraite,
- le place des aînés dans la société.

Ce rapport intermédiaire sur les constats sera présenté prochainement en Commission des Affaires sociales de la Chambre, en vue d'une première discussion informelle. Par après, cinq tables rondes seront organisées durant le 2e trimestre 2010 afin d'écouter les préoccupations de la société civile en la matière et de pouvoir les répercuter à l'occasion de la rédaction du Livre blanc contenant des propositions ou suggestions à l'intention du Gouvernement.

Le Conseil des ministres a également pris acte de la liste des questions essentielles regroupées par thèmes qui seront examinées par le task force sur la base des constats formulés dans le rapport intermédiaire.

Conseil des ministres du 25 mars 2010

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Coordination de la politique fédérale en matière de lutte contre le changement climatique

Sur proposition de M. Paul Magnette, ministre du Climat et de l'Énergie, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi relatif à la coordination de la politique fédérale en matière de lutte contre le changement climatique. L'avant-projet donne forme à la contribution que l'État fédéral apportera pour faire face au défi des changements climatiques.

Le Gouvernement s'est engagé, dans l'Accord du gouvernement du 20 mars 2008, à coordonner et à stimuler la réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'avant-projet introduit des "plans climat fédéraux", qui renforceront la coordination de toutes les mesures fédérales. Chaque plan répondra à des exigences précises en termes de stratégie à long terme, de transparence et de suivi.

Le plan climat fédéral est basé sur une vision stratégique au long terme. Le Comité climat 2050, comprenant au maximum sept experts indépendants, élaborera cette vision stratégique. Un nouveau groupe de travail permanent, créé au sein de la Commission interdépartementale du développement durable préparera, suivra et évaluera le plan fédéral climat.

L'avant-projet est transmis pour avis au Conseil d'État ainsi qu'aux Régions dans la conférence interministérielle Environnement élargie, après quoi il sera à nouveau soumis au Conseil des ministres.

Conseil des ministres du 25 mars 2010

EMPLOI

L'emploi dans les secteurs de l'agriculture et de l'horticulture

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui modernise les modalités administratives qui doivent être respectées par les employeurs occupant des travailleurs occasionnels dans les secteurs de l'agriculture et de l'horticulture. L'avant-projet, proposé par la ministre de l'Emploi Joëlle Milquet et la ministre des Affaires sociales Laurette Onkelinx, adapte également une disposition relative à la promotion de l'emploi dans le secteur de la culture du champignon.

L'avant-projet exécute la première phase d'un paquet global de mesures reprises dans différents accords conclus entre les partenaires sociaux des secteurs horticole et agricole (*). Concrètement, l'avant-projet adapte l'utilisation du formulaire occasionnel qui est d'application dans le secteur. Depuis la déclaration à l'embauche via Dimona, le formulaire occasionnel présente moins d'intérêt pour l'Office national de la sécurité sociale (ONSS). Il s'agit toutefois d'un document qui garde son importance pour le travailleur occasionnel dans le secteur et son employeur. Désormais, c'est le travailleur qui remplit et conserve le formulaire. L'employeur, quant à lui, signe le formulaire.

Pour l'employeur, cette mesure constitue donc une simplification. En outre, l'employeur s'exposait jusqu'à présent à des sanctions pour la non déclaration Dimona et pour la non ou mauvaise tenue du formulaire occasionnel. Désormais, la sanction ONSS pour la non ou mauvaise tenue du formulaire occasionnel est remplacée par une sanction administrative. Le projet adapte également la loi-programme du 27 avril 2007 concernant la promotion de l'emploi dans le secteur de la culture du champignon, pour la rendre conforme au règlement européen CE/1535/2007.

(*) accord interprofessionnel 2007-2008, avis du 17 décembre 2008 des partenaires sociaux du Comité paritaire n° 145, confirmé par l'avis n° 1681 du 1er avril 2009 du Conseil national du travail.

Conseil des ministres du 25 mars 2010

ACCORD BELGIQUE / MONACO

Assentiment à l'Accord entre la Belgique et la Principauté de Monaco en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord, signé à Bruxelles le 15 juillet 2009, entre le Royaume de Belgique et la Principauté de Monaco en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale.

L'Accord organise une coopération fiscale entre la Belgique et Monaco. Il a pour but de lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscales grâce à l'échange de renseignements, y compris l'échange de renseignements bancaires. L'échange de renseignements est prévu pour appliquer la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus par ou pour le compte de l'Etat belge ou de la Principauté de Monaco. Il constitue un moyen efficace pour les États de protéger leurs propres bases d'imposition et de lutter contre les pratiques fiscales dommageables. Il s'intègre dans le processus de consolidation de la coopération internationale en matière fiscale entreprise à un niveau mondial.

L'Accord sera prochainement présenté à l'assentiment du Parlement.

Conseil des ministres du 25 mars 2010

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Avant-projet de loi modifiant la loi relative à la coopération internationale belge - Deuxième lecture

Sur proposition de M. Charles Michel, ministre de la Coopération au développement, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un avant-projet de loi qui modifie la loi relative à la coopération internationale belge. Cet avant-projet, adapté à l'avis du Conseil d'Etat, a pour objectif d'adapter la loi à l'évolution du cadre international de la coopération au développement. Le gouvernement se conforme ainsi au nouveau cadre international créé, entre autre, par les objectifs du millénaire pour le développement, la nouvelle politique européenne en matière de coopération au développement, le Code de conduite européen ainsi que la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Le gouvernement s'est engagé à consacrer, en 2010, 0,7% du PNB à l'aide au développement. Cet engagement a été confirmé dans le cadre de la loi sur le budget 2010. Il a par ailleurs mis en œuvre le déliement de l'aide tel que recommandé par le Comité d'aide au développement de l'OCDE et a engagé un processus de réforme des modalités de l'aide avec pour objectif l'amélioration de l'efficacité de l'aide bilatérale directe. L'adaptation de la loi offre désormais la possibilité d'inscrire ces nouveaux objectifs, principes et méthodes dans un texte législatif.

L'avant-projet permet d'intégrer l'aide humanitaire à la loi relative à la coopération internationale. Les références faites à l'aide humanitaire seront également adaptées aux nouveaux concepts internationaux en la matière.

Conseil des ministres du 25 mars 2010

ACCORD BELGIQUE / ANDORRE

Assentiment à l'Accord entre la Belgique et Andorre en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la Principauté d'Andorre en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, signé à Bruxelles le 23 octobre 2009.

L'Accord est en grande partie basé sur le modèle OCDE d'accord sur l'échange de renseignements en matière fiscale.

Les principales caractéristiques de cet Accord sont les suivantes :

- en ce qui concerne la Belgique, l'Accord porte sur l'impôt des personnes physiques, l'impôt des sociétés, l'impôt des personnes morales, l'impôt des non-résidents et la TVA ;
- l'Accord prévoit l'échange (sur demande) des renseignements vraisemblablement pertinents pour l'application de la législation interne relative aux impôts visés par l'Accord ;
- l'Accord prévoit expressément l'échange des renseignements détenus notamment par les banques, autres établissements financiers, trusts, fondations, sociétés de personnes et dispositifs de placements collectifs ;
- l'Accord définit expressément les conditions de fond et de forme auxquelles doit répondre une demande valable ;
- l'Accord énonce des conditions et des directives spécifiques pour la conduite de contrôles fiscaux (transfrontaliers) dans l'Etat partenaire ;
- une demande de renseignements peut être rejetée lorsque la demande n'a pas été soumise en conformité avec l'Accord, lorsque la Partie requérante n'a pas utilisé sur son propre territoire tous les moyens dont elle dispose pour obtenir les renseignements demandés, ou lorsque la communication des renseignements demandés serait contraire à l'ordre public. Une demande peut également être rejetée lorsque la communication des renseignements demandés révélerait un secret commercial, industriel ou professionnel ;
- l'Accord comporte des règles strictes en matière de confidentialité des renseignements demandés. Toute utilisation des renseignements reçus à des fins autres que celles prévues dans l'Accord n'est possible qu'avec l'autorisation écrite expresse de l'Etat requis ;
- en cas de difficultés ou de doutes, l'Accord prévoit une procédure amiable. Cette procédure peut également être utilisée pour convenir de mesures complémentaires concernant l'échange de renseignements, les contrôles fiscaux transfrontaliers et la répartition des frais ;
- le Protocole à l'Accord prévoit que des négociations en vue de la conclusion d'une convention préventive de la double imposition entre la Belgique et Andorre seront entamées dès qu'un impôt sur les bénéfices des entreprises aura été introduit à Andorre.

L'Accord sera prochainement présenté à l'assentiment du Parlement.

Conseil des ministres du 25 mars 2010

CONVENTION BELGIQUE / FRANCE

Assentiment à l'Avenant modifiant la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé l'avant-projet de loi portant assentiment à l'Avenant, fait à Bruxelles le 7 juillet 2009, modifiant la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus (*).

Cet Avenant a pour objet l'alignement de l'article 20 de la Convention, qui a trait à l'échange de renseignements en matière fiscale, sur la dernière version de la disposition correspondante du modèle de convention fiscale de l'OCDE. Un tel alignement, qui implique la possibilité d'échanger des renseignements bancaires, s'inscrit dans un processus de consolidation de la coopération internationale en matière fiscale qui a été entrepris à un niveau mondial.

Les principales caractéristiques de l'article 20 dans sa nouvelle formulation sont les suivantes :

- Les renseignements échangés sont les renseignements utiles pour l'application des dispositions de la Convention et de la législation interne relative aux impôts.
- Les impôts belges visés sont tous les impôts, directs ou indirects, perçus par le gouvernement fédéral, pour son propre compte ou pour le compte des entités fédérées ou des collectivités locales.
- L'Etat auquel des renseignements sont demandés doit collecter ces renseignements même s'ils sont uniquement utiles à l'autre Etat.
- L'échange de renseignements est étendu aux informations détenues par les banques.
- L'administration fiscale belge peut obtenir des renseignements détenus par des établissements bancaires situés en France en vue d'assujettir un contribuable à l'impôt belge.

L'Avenant sera prochainement présenté à l'assentiment du Parlement.

(*) signée à Bruxelles le 10 mars 1964 et modifiée par les avenants du 15 février 1971 et du 8 février 1999.

Publications

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Document parlementaire :

- 52 2223/021 DU 16 MARS 2010
Justification du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010 (Justifications globales) - Annexe

Votes nominatifs sur les motions

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. David Geerts (sp.a) au ministre de la Défense sur « l'usage impropre d'avions par le ministre » (n° 414)
(développées en réunion publique de la commission de la Défense nationale du 17 mars 2010)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 414/001)

- une motion de recommandation par David Geerts (sp.a)
- une motion pure et simple par Ingrid Claeys (CD&V) et Gerald Kindermans (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 75 voix contre 43

2. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Dirk Van der Maelen (sp.a) au ministre de la Défense sur « Le défilé commun de militaires belges et congolais » (n° 418)
- M. Francis Van den Eynde (VB) au premier ministre et au ministre de la Défense sur « L'accord prévoyant la participation de militaires congolais au défilé militaire du 21 juillet et de militaires belges aux festivités commémorant le cinquantième anniversaire de l'indépendance du Congo » (n° 420)
- M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!) au premier ministre sur « la participation de militaires congolais au défilé du 21 juillet » (n° 421)
(développées en réunion publique de la commission de la Défense nationale du 17 mars 2010)

Quatre motions ont été déposées (MOT 52 418/001)

- une motion de recommandation par Dirk Van der Maelen (sp.a)
- une motion de recommandation par Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!)
- une motion de recommandation par Bruno Stevenheydens (VB) et Francis Van den Eynde (VB)
- une motion pure et simple par Ingrid Claes (CD&V), Camille Dieu (PS), Brigitte Wiaux (cdH), Denis Ducarme (MR), Roland Defreyne (Open Vld), Gerald Kindermans (CD&V) et Servais Verherstraeten (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 75 voix contre 44

Questions orales

Les régularisations

Questions jointes de :

- M. Filip De Man (VB) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1812)
- Mme Sarah Smeyers (N-VA) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1813)
- M. Xavier Baeselen (MR) au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales (n° P1814)
- M. Jean Marie Dedecker (LDD) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1815)
- Mme Leen Dierick (CD&V) au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales (n° P1816)
- M. Roland Defreyne (Open Vld) au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales (n° P1817)

La hausse des tarifs de l'assurance automobile

Question de :

Mme Katrien Partyka (CD&V) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1799)

La position de la Belgique par rapport à la situation financière de la Grèce

Questions jointes de :

- M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) (n° P1800)
- M. Bruno Tuybens (sp.a) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1801)

Les déclarations du ministre sur le contrôle budgétaire publiées dans les quotidiens du jour

Question de :

M. Bruno Tobback (sp.a) au vice-premier ministre et ministre du Budget (n° P1802)

Le livre vert sur les pensions

Questions jointes de :

- M. Koen Bultinck (VB) (n° P1803)
- M. Philippe Blanchart (PS) au ministre des Pensions et des Grandes villes (n° P1804)

Les directives en matière d'application des peines

Question de :

M. Bart Somers (Open Vld) au ministre de la Justice (n° P1805)

La construction d'une prison sur le territoire de Sambreville

Question de:

Mme Valérie Déom (PS) au ministre de la Justice (n° P1806)

Le jugement du tribunal de première instance de Charleroi

Question de:

M. Denis Ducarme (MR) au ministre de la Justice (n° P1807)

L'autorisation accordée aux autocars de dépasser sur les autoroutes par temps de pluie

Question de:

Mme Marie-Martine Schyns (cdH) au secrétaire d'Etat à la mobilité, adjoint au premier ministre (n° P1811)

Le protocole d'accord sur le nucléaire conclu entre le gouvernement et le GDF Suez

Question de:

Mme Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen!) au ministre du Climat et de l'Energie (n° P1808)

La sécurisation des procédures de départ des trains

Question de:

M. Christian Brotcorne (cdH) à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques (n° P1809)

L'inquiétude concernant l'homophobie croissante au sein de la communauté musulmane et de la police

Question de:

M. Bruno Tuybens (sp.a) à la ministre de l'Intérieur (n° P1810)

Séances plénières

- **MERCREDI 24 MARS 2010 APRÈS-MIDI (0147), SOIR (0148)**
JEUDI 25 MARS 2010 APRÈS-MIDI (0149)

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

1. **Projet de loi modifiant diverses lois applicables au personnel militaire, n^{os} 2432/1 à 3.**

Ce projet de loi vise à modifier diverses lois portant le statut des militaires, à savoir:
1° la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées, afin de réintroduire la mesure du renvoi à la discipline du corps, ce qui peut contribuer à diminuer l'arriéré judiciaire;

2° la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, afin d'aligner certaines dispositions relatives à la protection de maternité sur celles applicables dans la fonction publique;

3° la loi du 16 mars 1994 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant de l'École royale militaire, afin, d'une part, de clarifier les conditions de nomination de la fonction de directeur de l'enseignement académique de l'École royale militaire et, d'autre part, de clarifier la publication de l'ouverture des places vacantes pour le recrutement du personnel enseignant de cette école;

4° les lois des 20 mai 1994 relative à l'utilisation de militaires en dehors des forces armées, et 16 juillet 2005 instituant le transfert de certains militaires vers un employeur public, afin d'adapter et d'élargir les dispositions relatives à l'utilisation et le transfert, ce qui cadre avec les efforts d'atteindre les objectifs en personnel et avec le dégagement des moyens d'investissement;

5° la loi du 6 février 2003 relative à la démission volontaire accompagnée d'un programme personnalisé de reconversion professionnelle au bénéfice de certains militaires et portant des dispositions sociales, afin d'adapter une référence qui est nécessaire pour fixer le montant correct de l'allocation complémentaire de chômage qui peut être accordée aux militaires pensionnés;

En outre, il est prévu une disposition afin que les périodes dans le régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours et celles de départ anticipé à mi-temps, de retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière et de disponibilité automatique accordées entrent en ligne de compte de la même façon pour le calcul des pensions de retraite et de survie, que les militaires aient été ou non en service actif au moment de la demande.

Le projet de loi (n° 2432) est adopté à l'unanimité des 119 votants

2. - Proposition de loi (Mme Clotilde Nyssens et MM. Stefaan Van Hecke et Fouad Lahssaini) instaurant une procédure de règlement des plaintes au sein de l'ordre judiciaire et modifiant l'article 259bis-15 du Code judiciaire, en vue d'instituer le Conseil supérieur de la Justice comme instance de recours et médiateur de justice, n^{os} 634/1 à 7.
- Proposition de loi (Mme Marie-Christine Marghem) visant à introduire une procédure unique de traitement des plaintes relatives à l'organisation judiciaire, n^{os} 267/1 et 2.

Afin d'améliorer le traitement des plaintes relatives à l'ordre judiciaire introduites par le citoyen, la proposition n'oblige plus à introduire la plainte auprès de l'organe compétent. Elle peut également être introduite auprès du Conseil supérieur de la justice qui peut alors la transmettre à la personne appropriée.

Le traitement de ces plaintes est également amélioré par une série de précisions concernant la procédure.

La proposition de loi (n° 634) est adoptée par 110 voix et 10 abstentions

3. - Projet de loi visant à compléter les mesures de redressement applicables aux entreprises relevant du secteur bancaire et financier, n^{os} 2406/1 à 4.
- Projet de loi complétant, en ce qui concerne les voies de recours, la loi du ... visant à compléter les mesures de redressement applicables aux entreprises relevant du secteur bancaire et financier, n^{os} 2407/1 à 3.

Sur la base des constats dégagés à l'occasion de la crise financière et à la lumière des expériences observées à l'étranger, le présent projet de loi a essentiellement pour objet de renforcer les mesures de redressement dont disposent les autorités à l'égard d'établissements relevant du secteur bancaire et financier (en particulier, les établissements de crédit, les entreprises d'assurances et les organismes de liquidation et assimilés) dont la situation financière serait menacée gravement au point d'affecter la stabilité financière nationale ou internationale. Le présent projet doit être lu en conjonction avec un autre projet, de nature bicamérale, que le gouvernement dépose par ailleurs, et qui complète sur le plan des procédures judiciaires, le présent projet.

Concrètement, en vue d'assurer le sauvetage d'un établissement, ces mesures consistent dans la possibilité pour l'État d'entamer une procédure pouvant mener à la cession - quelle qu'en soit la forme - d'éléments de patrimoine de l'établissement concerné ou de titres qu'il a émis moyennant une indemnité accordée aux propriétaires des avoirs ainsi cédés.

Par ailleurs, le projet entend également renforcer la protection des détenteurs de titres déposés auprès d'établissements financiers.

Le projet de loi (n° 2406) est adopté par 113 voix et 6 abstentions

Le projet de loi (n° 2407) est adopté par 94 voix contre 9 et 16 abstentions

4. Projet de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses, n^{os} 2408/1 à 5.

Le projet de loi (n° 2408) est adopté par 76 voix contre 33 et 11 abstentions

5. Projet de loi instaurant une exemption de la taxe annuelle sur les opérations d'assurance au bénéfice des assurances soins de santé offrant un niveau de protection élevé, n^{os} 2450/1 à 4.

Ce projet vise à accorder une exemption de la taxe annuelle sur les opérations d'assurance aux assurances soins de santé, telles que visées à l'article 138bis-1, § 1er, 1° de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, lorsqu'elles offrent un niveau de garantie et de protection plus élevés, à l'exception cependant du contrat d'assurance maladie lié à l'activité professionnelle telles que visées à l'article 138bis-1, § 2 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.

Le projet de loi (n° 2450) est adopté par 110 voix et 10 abstentions

6. - Projet de loi portant de dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I), n^{os} 2292/1 à 5.
- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (II), n^{os} 2293/1 à 4.

Le projet de loi (n° 2292) est adopté par 82 voix et 32 abstentions
Le projet de loi (n° 2293) est adopté par 86 voix contre 2 et 32 abstentions

7. - Projet de loi portant des dispositions diverses, n^{os} 2423/1 à 15.
- Projet de loi modifiant la loi-cadre relative aux professions intellectuelles prestataires de services codifiée par l'arrêté royal du 3 août 2007, n^{os} 2424/1 à 3.

Le projet de loi (n° 2423) est adopté par 74 voix contre 24 et 19 abstentions
Le projet de loi (n° 2424) est adopté par 120 voix et 1 abstention

8. Proposition de loi (MM. Roland Dedreyne, Josy Arens et Roel Deseyn, Mmes Jacqueline Galant et Sofie Staelraeve et M. Eric Thiébaud) modifiant la loi du 6 mai 2009 portant des dispositions diverses en ce qui concerne la poursuite de la promotion de la possession d'un ordinateur, n^{os} 2459/1 à 3.

La proposition vise à prolonger l'action start2surf@home jusqu'au 31 décembre 2010.

La proposition de loi (n° 2424) est adopté par 120 voix et 1 abstention

Projets de loi, propositions, rapports de commissions et compte-rendus

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission....) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être consultés sur www.lachambre.be sous la rubrique « Législation ». Une sous-rubrique mentionne les documents les plus récents. Tous les documents parlementaires peuvent être commandés sous la rubrique « Publications » (voir colonne à droite).

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi et des Interpellations et questions orales en commission).